

Grands enjeux - Fiches pays - Rapports de forces - Bilans

ATLAS STRATÉGIQUE

DE LA MÉDITERRANÉE ET DU MOYEN-ORIENT

ÉDITION 2024



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

»» Sommaire

L'institut FMES	5
Préface	7
Introduction	9
Partie 1 : Les grands enjeux	13
· Un monde fragmenté	14
· La grande stratégie américaine	16
· La grande stratégie chinoise	18
· L'importance des câbles sous-marins	20
· Partie d'échecs au Moyen-Orient	22
· Recompositions géopolitiques au Moyen-orient	24
· Le bassin méditerranéen, espace de rivalités des puissances globales et régionales	26
· L'insécurité alimentaire et le stress hydrique	28
· Le fait religieux	30
· Les tensions et luttes d'influence dans les Balkans occidentaux	32
· Les tensions en mer Noire et au Caucase du Sud	34
· Les tensions en mer Rouge	36
· Une zone de vulnérabilité militaire partagée	38
· La cacophonie des partenariats	40

Partie 2 : Fiches pays et forces militaires en présence	43
Les États d'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen	44
· Maroc	46
· Mauritanie	52
· Algérie	56
· Tunisie	62
· Libye	68
· Égypte	74
· Israël	82
· Autorité palestinienne	90
· Liban	94
· Syrie	102
· Turquie	110
· Chypre	118
· Grèce	124
· Malte	130
· Italie	134
· Espagne	140
· Portugal	146
Les États de la péninsule Arabique et du golfe Persique	152
· Jordanie	154
· Arabie saoudite	160
· Yémen	168
· Djibouti	174
· Oman	180
· Émirats arabes unis	186

· Qatar	194
· Bahreïn	200
· Koweït	206
· Irak	212
· Iran	220
Les cinq acteurs globaux en région Afrique du Nord et Moyen-Orient	231
· États-Unis d'Amérique	232
· Chine	238
· Russie	244
· France	250
· Royaume-Uni	256
Partie 3 : Bilans et rapports de forces de la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient	263
Bilans et rapports de forces de la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient	264
· La répartition de la population en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	267
· La richesse en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	268
· Les dépenses militaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	270
· Les effectifs des forces armées en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	271
· Les forces terrestres en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	273
· Les forces aériennes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	275
· Les forces navales en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	276
· Les capacités satellitaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient	277
Scénario Israël vs Iran et Hezbollah	278
Scénario la Russie vs l'OTAN	288
Remerciements	295

» Les tensions en mer Rouge

La mer Rouge illustre les évolutions stratégiques du moment : elle est passée du statut de vecteur clé de la mondialisation économique sécurisée par l'Occident, à celui d'une zone d'instabilité, gérée tant bien que mal par des puissances régionales en quête de leadership sous le contrôle distant des puissances globales. Pour l'instant, cette instabilité reste sous contrôle.

Il y a quelques années encore, les tensions se limitaient au golfe Persique. La mer Rouge et le golfe d'Aden étaient en revanche considérés avant tout comme une autoroute de navigation vitale pour la mondialisation, reliant l'usine chinoise du monde aux consommateurs européens ; 18 000 navires par an (soit 10% du fret maritime) passaient par ce raccourci au début de la décennie 2020. L'avenir était prometteur et la croissance économique apportée par la liberté des mers semblait faire consensus dans la région. Les indicateurs de la mer Rouge étaient au vert : le doublement par l'Égypte des capacités du canal de Suez, la bascule des intérêts économiques saoudiens du golfe Persique vers la mer Rouge (terminal de Yambu, projet de Neom), les investissements massifs chinois à Djibouti et en Ethiopie, la transition démocratique au Soudan, l'accord de paix entre l'Ethiopie et l'Erythrée, la normalisation entre Israël et les pays de la région à travers les accords d'Abraham (EAU, Bahreïn, Soudan), les investissements considérables des Emirats arabes unis dans les ports de la mer Rouge et du golfe d'Aden et la coopération internationale (Union Européenne, États-Unis, Chine, Japon, Inde) pour lutter contre la piraterie dans la corne de l'Afrique étaient les illustrations de la vision partagée de l'importance de ce vecteur maritime pour la paix et la prospérité de tous. Le seul perturbateur de la zone était l'Iran qui y menait depuis 2019 une guerre de basse intensité contre le trafic commercial israélien et depuis 2014 une guerre par procuration contre l'Arabie saoudite via les milices rebelles houthis du Yémen. Cette dernière a pris une ampleur inattendue en raison de la surréaction saoudienne qui s'est engagée à partir de 2015 dans une guerre meurtrière à la tête d'une coalition arabe, sans réussir à mater la rébellion.

Ce scénario relevant de la « mondialisation heureuse » a fait long feu, ici plus qu'ailleurs. Depuis la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran sous les auspices de la Chine (mars 2023), suivie de l'intégration de ces deux pays dans le groupe des BRICS+ (été 2023), le golfe Persique s'est apaisé car la Chine et l'Inde ont un besoin vital de stabiliser cette zone maritime pour sécuriser leurs approvisionnements en hydrocarbures en provenance du Golfe. Les tensions se sont donc déplacées en mer Rouge où le désengagement américain a permis aux rivalités locales de s'étendre et aux gouvernants, aux chefs de guerres et aux puissances régionales de donner libre cours à la recherche de leurs intérêts immédiats, quitte à favoriser une déstabilisation qui se propage. La guerre du Tigré en Ethiopie aura fait plus de 700 000 morts entre 2020 et 2022 et la guerre civile en cours au Soudan donne lieu depuis 2023 à des massacres dont on n'arrive pas à déterminer l'ampleur. Les antagonismes s'aiguisent entre d'un côté l'Égypte, l'Erythrée, la Somalie, le parti gouvernemental soudanais du général Burhan, soutenu par la Turquie et le Qatar, et de l'autre l'Ethiopie, le Somaliland, les rebelles soudanais du général Hemetti, soutenu par les Emirats arabes unis. La Russie soutient les deux camps au Soudan, pour préserver ses intérêts au Sahel (avec Hemetti) et en mer Rouge (avec Burhan). L'Iran soutient lui aussi le camp du régime islamiste soudanais mais concentre ses efforts sur l'aide qu'il apporte aux Houthis dans leur lutte pour obtenir le contrôle du sud Yémen et les attaques qu'ils mènent depuis décembre 2023 contre le trafic commercial au nom de leur solidarité avec le Hamas palestinien en guerre avec Israël. L'Égypte, déjà fragile, tente de résister aux conséquences des guerres qui l'entourent et à la baisse de plus de 40 % des passages par le canal de Suez. L'Arabie saoudite essaie d'établir un leadership régional avec prudence, fruit de la leçon de son hubris au Yémen. La Chine qui a marqué son intérêt pour la zone en intégrant cinq des pays de la région dans le groupe des BRICS+ (Égypte, Ethiopie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis et Iran), affermit ses positions mais reste discrète et laisse les occidentaux, États-Unis en première ligne, intervenir militairement pour maintenir l'instabilité à un niveau acceptable : protection par l'opération *Aspides* de l'UE et coercition par l'opération *Prosperity Guardian* des États-Unis.

Ainsi, la mer Rouge est à l'image de notre nouveau monde : sans hégémon et sans règles véritablement agréées, les rapports de forces s'y libèrent entre acteurs locaux et puissances régionales, la violence prolifère et n'est contenue que lorsqu'une puissance globale éprouve le besoin de s'impliquer.

En mer Rouge, à ce stade seuls les États-Unis acceptent de jouer ce rôle, mais de manière limitée. Car finalement les enjeux vus de Washington, de Pékin, de Moscou ou d'Europe restent assez faibles tant que l'embarquement est évité et puisque le trafic maritime s'écoule par le cap de Bonne Espérance. La prise de responsabilité régionale pourrait être une option, mais le silence assourdissant du « Conseil des États arabes et africains bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden », créé en 2020 par Riyad justement pour renforcer la stabilité, la coopération et la coordination de la région en démontre les limites.





»» Synthèse

La Turquie a adopté depuis une décennie la stratégie du « perturbateur intelligent » pour tester ses rivaux, pousser ses pions et maximiser ses gains. Elle est passée d'une politique pragmatique de bon voisinage à une politique à la fois plus idéologique, plus autonome, plus assertive et plus eurasienne. Elle assume l'héritage de l'ottomanisme et vise l'hégémonie en Méditerranée orientale en remettant en cause les traités des années 1930 et en promouvant la doctrine Mavi Vatan (La Patrie bleue). A court terme, et compte-tenu de la volatilité ambiante (Ukraine, Gaza, Iran), la priorité des dirigeants turcs consiste à gérer les conséquences de la guerre opposant l'Ukraine à la Russie, sans s'engager dans ce conflit entre ses deux voisins. Les dirigeants turcs savent que les États-Unis et la Russie ont besoin d'eux, tout particulièrement dans le contexte de la guerre en Ukraine : les Américains pour préserver leur bouclier sud face à la Russie, l'Iran et la Chine ; les Russes pour accéder à la Méditerranée via les détroits turcs, actuellement fermés par la Turquie en application de son interprétation de la convention de Montreux (1936) suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Ni Washington, ni Moscou ne peuvent se permettre d'entrer en confrontation directe avec Ankara. Dans une période de fort sentiment anti-occidental, les nouvelles élites turques se sentent proches des discours de revanche des dirigeants russes, iraniens, chinois et africains.

Pour satisfaire cet agenda ambitieux, le président Erdogan, réélu en 2023, dispose d'excellentes capacités de renseignement et d'action clandestine. Il compte sur une armée remise au pas qui reste l'une des plus crédibles de la région au regard de ses effectifs, de sa stratégie hybride, de l'excellence de ses forces spéciales et de ses capacités de frappes et de projection de forces. Sur le front intérieur, il manie tout autant le bâton (purges et menaces de procès à l'encontre de ses cadres) que la carotte (lutte contre le PKK, modernisation des armements, opérations extérieures sources de prestige et d'expérience). Il compte aussi sur une industrie de défense locale capable désormais de fournir 80 % des armements des forces armées turques, principalement dans le domaine terrestre, naval et celui des drones et missiles, même si la Turquie reste dépendante des États-Unis pour son aviation et de l'Allemagne pour ses sous-marins. La Russie et la Chine sont des options de recours pour la fourniture d'avions de combat et de systèmes antiaériens perfectionnés.

La Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (institut FMES) vous propose l'édition 2024 de son Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Cet Atlas s'est imposé comme une référence internationale. Outil original et innovant, sans équivalent, publié en français et en anglais, il est destiné à éclairer le lecteur de manière claire et synthétique sur les grands enjeux stratégiques et sur les armées des pays impliqués dans cette vaste région en décryptant leurs objectifs, leurs capacités, leurs atouts et leurs faiblesses. Cette édition englobe également les Balkans orientaux, la mer Noire, le Caucase du Sud et Djibouti, de même que de nouveaux thèmes transverses. Elle traite bien évidemment des conséquences de la guerre en Ukraine et de la guerre à Gaza.

Les nombreuses cartes, schémas et tableaux permettent de comprendre les priorités stratégiques de chaque État, la réalité des rapports de forces dans les conflits et crises d'aujourd'hui, mais également les logiques de puissances et les blocs géopolitiques antagonistes qui apparaissent dans cette région stratégique pour la France et pour l'Europe.

Cet Atlas, conçu pour que le grand public s'approprie des problématiques complexes, est tout autant destiné aux journalistes, aux universitaires, aux chercheurs, aux industriels et aux élus, qu'aux militaires, aux experts des questions stratégiques et de défense et à tous ceux qui s'intéressent à la géopolitique et aux relations internationales. Chacun y trouvera des informations utiles et synthétiques pour son travail ou ses recherches. Ouvrage de référence de l'institut FMES, cet Atlas a vocation à être réactualisé tous les deux ans.



35 € prix valable en France



Pour acheter l'Atlas, vous pouvez vous rendre sur la page **atlas** du site internet de la FMES ou le commander directement sur le site internet Pumbo.

Vous pouvez également acheter la version en ligne.

www.Pumbo.fr

Fmes-france.org

